
Livre. L'extradition des Baltes, un 'traumatisme suédois'

Description

En 1968, l'écrivain suédois Per Olov Enquist publia un roman documentaire sur l'extradition vers l'URSS de 146 militaires baltes ayant réussi à se réfugier en Suède à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans un entretien réalisé quatre ans avant sa mort le 25 avril 2020, il était revenu sur cet ouvrage, le contexte historique, son travail d'enquête en Lettonie soviétique et le sort des extradés. Nous publions une version ramassée de cet entretien inédit réalisé par le journaliste Antoine Jacob dont l'intégralité est consultable sur son [blog](#).

« Legionärerna (Les Légionnaires, en français), c'est un vieux livre... Il a été beaucoup débattu mais, d'une manière générale, bien accepté. Que veux-tu savoir exactement ? » Ainsi débute l'entretien, reproduit ci-dessous, accordé par l'un des écrivains suédois les plus réputés des dernières décennies, quatre ans avant sa mort le 25 avril 2020. Le livre auquel Per Olov Enquist faisait allusion est le roman-documentaire grâce auquel sa notoriété a commencé à déborder du cadre national. Le titre de la version française, parue en 1985 chez Actes Sud, est plus explicite quant à l'épisode exhumé par le livre : *L'Extradition des Baltes*.



Dans le chaos de l'Europe de l'après-Seconde Guerre mondiale, la remise aux autorités soviétiques, en janvier 1946, de cent quarante-six militaires baltes ayant fui en Suède le retour de l'Armée rouge est passé quasiment inaperçue hors des pays concernés. Mais dans le Royaume, alors officiellement « neutre » et épargné par le conflit, la décision du gouvernement, en réponse à une note diplomatique de Moscou, suscite un barrage de critiques. Ce qui est conçu initialement comme une mesure de routine, adoptée en juin 1945 par le gouvernement d'unité nationale en place durant la guerre, tourne peu à peu à l'affaire d'État. L'URSS veut récupérer « ses » citoyens ayant combattu pour les nazis, en plus des soldats allemands ayant quitté le front de l'Est après l'acte de capitulation entré en vigueur le 8 mai 1945. Une grève de la faim des détenus consécutive à l'annonce de l'extradition, des mutilations volontaires et le suicide de deux d'entre eux achèvent de conférer un aspect dramatique à l'extradition.

Avec l'appui de l'Église luthérienne de Suède, les conservateurs suédois changent d'avis. Notamment parce qu'ils redoutent que la mort attende ces militaires – cent trente Lettons, neuf Estoniens et sept Lituanais – une fois extradés vers l'URSS. De plus, à leurs yeux, la Russie représente toujours un danger. Mais, du côté du Parti social-démocrate, seul à gouverner à partir du 31 juillet 1945, on a d'autres préoccupations. On tient à se conduire avec l'Union soviétique comme avec n'importe quel État reconnu par la communauté internationale, d'autant qu'elle a joué un grand rôle dans la victoire. Les entailles à la neutralité suédoise faites durant la guerre en faveur de l'Allemagne nazie – et évoquées dans la presse soviétique – incitent aussi Stockholm à traiter avec diligence la requête de Moscou.

De plus, le profil des militaires baltes arrivés en Suède, par la mer, en mai 1945 n'est pas des plus clairs. Ces hommes ont appartenu à la Légion lettone, une unité de la Waffen-SS. Ont-ils été enrôlés de force ou sont-ils des engagés volontaires ? Se sont-ils cantonnés, sous l'uniforme allemand, à se battre contre l'Armée rouge ou ont-ils également participé à l'extermination de Juifs, de Roms et d'autres civils ? Les réponses qu'ils donnent sur leurs actes et leurs parcours sont-elles dignes de foi ? Autant de questions auxquelles les autorités suédoises peinent à répondre.

Plus de vingt ans après l'extradition par bateau, Per Olov Enquist tente de clarifier les choses, à la lumière d'archives devenues accessibles et d'entretiens. Entre autres, il rencontre quatorze anciens légionnaires lettons à Riga en 1967. Aux termes de son « enquête », relatée en détails dans le livre, l'écrivain aboutit à sa propre « conclusion », présentée toutefois avec certaines « réserves » (il la résume dans l'entretien à suivre). Cette tentative de bilan, moins terrible qu'on aurait pu le redouter, vaut à son auteur d'être critiqué par ceux qui considèrent que l'extradition n'aurait pas dû avoir lieu.

Le vif sentiment de culpabilité qui perdura néanmoins dans le Royaume est également alimenté par la reconnaissance *de jure*, par le gouvernement suédois, de l'annexion soviétique des trois républiques baltes. Stockholm est l'une des rares capitales occidentales à avoir franchi ce pas. Plus tard, les gouvernements suédois s'efforceront d'afficher un soutien sans faille à ces voisins orientaux lorsque ceux-ci entreprendront de quitter l'URSS, puis après leur retour à l'indépendance, en 1990-1991. En 1994, quelque quarante anciens extradés seront reçus par le roi de Suède et le gouvernement de centre-droite exprimera son regret en qualifiant l'extradition d'« injustice ».

A. Jacob : Pourquoi avez-vous écrit ce livre, et pourquoi à ce moment-là, dans les années 1960 ?

P. O. Enquist : Lorsque j'ai commencé à travailler à ce livre en 1965, l'expression suédoise *Baltutlämningen* (extradition des Baltes) me trottait dans la tête. Elle existait dans le débat national depuis aussi longtemps qu'il m'en souviene. Empreinte de mystère, elle évoquait le scandale, « un traumatisme suédois », comme on avait coutume de dire. Qu'y avait-il derrière cette expression ? Et puis il y avait ces photos d'archive, dramatiques, des soldats allemands, environ trois mille d'entre eux, et baltes sur le point d'être extradés de Suède. Ayant toujours été très intéressé par les questions historiques, j'ai commencé à creuser.

Au départ, je n'avais aucune opinion sur la question. (...) L'image qui s'est dessinée au bout du compte était loin d'être univoque. Certes, il s'agissait bien d'un traumatisme, d'un scandale, mais en même temps c'était une histoire très compréhensible. Elle avait été causée non pas par des êtres méchants, mais par des êtres bons qui croyaient agir comme il le fallait. Il est évident que tout cela me

paraissait d'autant plus intéressant (...)

Il faut se rappeler du contexte. Outre les militaires, plus de quarante mille civils avaient fui les pays baltes vers la Suède, des communautés très actives, éduquées, douées pour les langues, avec leurs lots d'intellectuels. Qu'allait-on faire d'eux ? Cette question n'était pas évoquée au niveau officiel mais elle planait sur les débats. Une des possibilités à l'étude consistait à tous les renvoyer vers leur pays, c'est-à-dire l'Union soviétique. (...) On peut dire, pour utiliser un terme religieux, que les Baltes en uniforme ont été « sacrifiés » au bénéfice des civils, qu'il ne fut dès lors plus question d'expulser. Le coût politique d'une telle mesure aurait été extrêmement lourd.

Que vous inspiraient ces militaires, membres d'une ancienne unité des Waffen-SS ? Leurs états de service ont-ils eu un effet particulier sur votre travail ?

Après mes premiers voyages en Lettonie soviétique, en 1967, j'ai compris – et c'est un point de vue que je défends encore aujourd'hui – que la plupart des membres de la Légion lettone était certainement « ok », si je puis m'exprimer ainsi. Ils l'avaient rejointe pour diverses raisons, tous n'avaient pas été contraints de le faire. Mais ce n'étaient pas des salauds. Une minorité, en revanche, avaient servi au sein d'unités de police en Lettonie, en Lituanie ou en Biélorussie. Ceux-ci avaient participé activement à l'extermination des Juifs et d'autres civils. Et lorsque le front s'est déplacé vers l'Ouest, ils ont rejoint les légionnaires pour se fondre parmi eux, pour se protéger. Ils n'étaient pas nombreux, mais ils étaient bel et bien là, notamment parmi les plus âgés. Le sujet est encore sensible de nos jours dans les pays baltes. Combien y avait-il de gens comme eux, exactement ? La question était, et demeure, délicate (...).

Pour préparer votre livre, vous avez voulu vous rendre en Lettonie soviétique. Comment se sont passés ces voyages, comportaient-ils des risques, pour vous comme pour les anciens extradés ?

J'en avais beaucoup discuté avant de partir, surtout avec les sociaux-démocrates lettons qui vivaient en exil en Suède – Bruno Kalniņš, notamment, qui était devenu une figure de la social-démocratie, vice-président de l'Internationale socialiste. Tous m'avaient prévenu que je serais suivi par le KGB. Ils m'avaient aussi demandé expressément de ne pas chercher à rencontrer secrètement ces anciens extradés. Si je ne courais personnellement aucun risque, de telles rencontres clandestines auraient pu leur nuire. On m'a prié de passer par l'ambassade soviétique, pour expliquer le pourquoi de ma démarche et pour obtenir le visa nécessaire. Ce qu'on me donna.

Je n'ai jamais regretté d'avoir agi de la sorte, parce que cette stratégie apparaissait évidente à tous parmi les Lettons en exil, qu'ils fussent de gauche ou de droite. J'avais rassemblé énormément d'adresses. Une fois sur place, j'ai pu voir beaucoup de monde, sans doute plus que ne l'imaginaient les autorités soviétiques. La plupart d'entre eux parlaient allemand, c'était facile de communiquer entre nous. Je n'ai jamais fait appel à un interprète, sauf à une occasion, et cet interprète était lui-même un ancien légionnaire. Sinon, je ne crois pas avoir été suivi. Mais la chambre d'hôtel que l'on m'a donnée devait être sur écoute.

J'ai fait trois voyages pour le livre. La première fois pour trois-quatre jours uniquement, les autres fois plus longtemps. Il me fallait avancer à tâtons. Tout le monde m'a dit alors que j'étais naïf. Non, je ne l'étais pas ! J'étais plutôt cynique. Tout ce que je pouvais trouver là-bas était intéressant, y compris les informations manipulées. Il existe une belle définition du terme « désinformation » : ce ne sont pas de

gros mensonges mais un mélange de mensonges et de vérités. Et il peut parfois être très excitant de découvrir des demi-mensonges...

Qu'était-il advenu de ces Baltes extradés ?

Après leur extradition, un mythe a circulé selon lequel ils avaient tous été exécutés. Les Baltes en exil savaient que c'était un mensonge. Mais cela ne les dérangeait pas, au contraire, puisque le doute planait encore – renvoi ou non ? – sur le sort à venir des civils baltes qui avaient fui en Suède. Pendant mon enquête, j'ai pu rencontrer des Lettons qui avaient été déportés en Sibérie ou à Vorkouta et qui m'ont raconté. Tous les extradés avaient été emprisonnés pour une période de six mois. Ensuite, près d'une quarantaine ont été envoyés dans des camps. Une fois leurs diverses peines purgées, tous les extradés ont éprouvé des difficultés à trouver du travail. C'était mal vu d'avoir servi au sein de la Légion lettone. Mais aucune personne n'a été exécutée. J'en suis aussi sûr qu'on puisse l'être. Après la fin de l'occupation, j'ai de nouveau posé la question à une bonne quarantaine de ces extradés, lors de leur visite en Suède. Le dossier est clos de ce côté-là.

Croyez-vous qu'il n'y a pas eu d'exécution en raison du débat suscité en Suède par leur extradition ?

Oui, le débat a sauvé de nombreuses vies, c'est évident ! Les autorités soviétiques ont compris que si l'extradition de cent quarante-six personnes avait pu provoquer un tel tollé, il valait mieux être prudent dans la manière de traiter ces extradés.

Comment votre livre a-t-il été accueilli dans les pays baltes, une fois l'indépendance retrouvée ?

Quand mon livre est sorti en langue lettone – en 1994, si ma mémoire est bonne –, les réactions ont été plutôt positives. Mais les légionnaires étaient, et restent, un thème très controversé, explosif même, dans ce pays devenu membre de l'UE. Cela s'explique par la participation des Lettons à l'extermination des Juifs qui y habitaient avant-guerre. Cette communauté a été, proportionnellement, l'une des plus frappées par l'Holocauste. Et des Lettons ont grandement participé.

[Lire l'entretien dans son intégralité.](#)

Vignette : Antoine Jacob.



[Retour en haut de page](#)

date créée

28/04/2020

Champs de Méta

Auteur-article : Antoine Jacob